

Burundi : la RPA mobilise pour contrer la phraséologie du génocide

Le Monde diplomatique, 12 avril 2017 Burundi : la Radio publique africaine contre le discours de haine Cette station privée qui n'a de public que le nom, en référence à sa mission d'intérêt général, continue d'émettre sur Internet en français, kirundi et swahili. Le fait peut paraître anecdotique. Il n'en a pas moins beaucoup d'importance pour les Burundais qui se sentent oubliés et trahis. [Photo : Le siège de la Radio publique africaine (RPA), détruit par le pouvoir en 2015.]

Beaucoup ressentent avec amertume l'indifférence générale que suscite leur « petit pays » — et ce, malgré l'immense succès du roman éponyme (1) de Gaël Faye, qui n'est pas interrogé sur les plateaux de télévision sur l'actualité dramatique du Burundi aujourd'hui. Car tout se passe comme si, 23 ans après le génocide des Tutsis au Rwanda, aucune leçon ne devait être retenue de l'histoire — fût-elle si récente. Contrer la phraséologie du génocide Le web magazine quotidien de la RPA, intitulé Humura Burundi, « Sois serein mon Burundi », vise à « redonner de l'espoir et appelle à l'apaisement », selon Bob Rugurika, le directeur de la rédaction. Il s'agit, ni plus ni moins, de désamorcer le discours de haine du pouvoir, qui traite depuis bientôt deux ans ses opposants de mujeri (chiens errants). Un terme en passe de devenir l'équivalent du fameux inyenzi (cafards) utilisé par le Rwanda de 1994 et relayé par la Radio Mille Collines, de sinistre mémoire. Le processus est le même : déshumaniser le Tutsi (minoritaire dans une population qui ne parle qu'une seule langue, le Kirundi, et partage la même culture), ennemi juré et bouc émissaire depuis des temps non pas immémoriaux, mais bien coloniaux et post-coloniaux. Cette manipulation de la haine et de la peur n'empêche pas le pouvoir de liquider à tour de bras ses opposants hutus, comme au Rwanda de 1994. Voilà plus d'un an que de hauts responsables de l'État — le président du Sénat dès octobre 2015 — parlent à nouveau, comme au Rwanda de 1994, de kora (« travail ») pour évoquer l'extermination sans la nommer. Le fait est notoire : une milice du parti au pouvoir, les Imbonerakure (comme jadis les Interahamwe du Rwanda) impose sa loi sur les routes et participe à une distribution massive d'armes dans les campagnes, village par village. Celle-ci se poursuit, selon des sources burundaises et congolaises, jusque dans les camps de réfugiés burundais en République démocratique du Congo. La « voix des sans voix » « Le régime actuel à Bujumbura diffame les Nations unies, les États-Unis, la France et la Belgique, criant au complot international pour faire revenir les Tutsis au pouvoir », dénonce Bob Rugurika. Autrement dit, Pierre Nkurunziza, loin de tourner la page du passé, se conçoit comme un président hutu prêt à prendre sa revanche. La dernière guerre civile a été déclenchée en 1993 par l'assassinat, commis par des militaires Tutsis, du premier président élu du pays, le Hutu Melchior Ndadaye. Le processus de paix négocié sous médiation sud-africaine à Arusha, en Tanzanie, a débouché sur l'élection de Pierre Nkurunziza en 2005 et l'adoption d'une nouvelle Constitution limitant à deux le nombre de mandats présidentiels successifs. En riposte, la RPA mobilise l'intelligence de son équipe et sa déontologie. « Nous ne parvenons plus à vérifier les informations officielles, puisque le pouvoir a rompu toute communication avec nous, mais nous croisons les sources avec d'autres médias qui y ont toujours accès », explique Bob Rugurika. À l'image d'un Burundi qui refuse un nouveau cycle de massacres, la rédaction survit tant bien que mal. Des subventions lui sont parvenues des États-Unis, de la Fédération de Wallonie-Bruxelles, ainsi que du Fonds canadien pour les initiatives locales pour se rééquiper et de deux bailleurs allemands, dont la générosité a permis de payer la rédaction pendant un an, en 2016, et de la remettre au travail. Fondée en 2000 par le journaliste Alexis Sinduhije en pleine guerre civile (1993-2002, 200 000 morts), avec une rédaction composée de Hutus comme de Tutsis, la RPA se veut la « voix des sans voix » et laisse la parole à ses auditeurs. Elle a très vite dénoncé les dérives, assassinats politiques et affaires de corruption du régime de Pierre Nkurunziza, ancien rebelle hutu, après l'élection de ce dernier en 2005. Journalistes en exil La RPA est ainsi devenue la radio la plus écoutée du pays. Révolté par les injustices rapportées tous les jours par les auditeurs ainsi que par les erreurs répétées des régimes qui se sont succédés au Burundi, Alexis Sinduhije s'est ensuite lancé en politique. En 2007, il fonde le Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), un parti d'opposition non ethnique qui rassemble une jeunesse hutue comme tutsie, démissionnant de toutes les structures de la RPA. Laquelle a été fermée par les autorités le 27 avril 2015, deux jours après l'annonce, contestée par la rue, de la candidature du président sortant Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat non constitutionnel. Le siège de la RPA, comme la quasi-totalité des médias indépendants, a été détruit par les forces de l'ordre lors de la répression qui a suivi le coup d'État manqué des 13 et 14 mai 2015 contre Pierre Nkurunziza. Sur le web, la radio a continué à émettre, grâce au travail de sa rédaction. Plus de la moitié des effectifs est partie en exil (30 sur 50 journalistes), comme 420 000 Burundais selon le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), sur une population de 10 millions d'habitants. Bob Rugurika s'est vu décerner en octobre le prix CNN du journalisme africain dans la catégorie « liberté d'expression ». Encouragé par ce prix, il reste déterminé et positif. Il a quitté le Burundi avant mai 2015 parce qu'il se trouvait déjà dans le collimateur du pouvoir. Une enquête avait en effet conduit en prison fin 2014, après le meurtre de trois religieuses italiennes. Un triple meurtre imputé par les autorités à un « fou joyeux connu par la population pour son caractère inoffensif », explique-t-il. Il tombe sur des éléments de preuve et fait parler des hommes qui assument leur culpabilité. Parmi eux, un policier. Ses informations lui valent de passer un mois en prison. Une épreuve dont il est sorti libre et vivant, grâce aux pressions du Parlement européen et à la protection vigilante de ses co-détenus, contrairement à certains de ses confrères, assassinés : Jean Bigirimana, correspondant du journal Iwacu et du magazine Infos Grands lacs de l'ONG Panos Grands lacs, porté disparu depuis le 22 juillet dernier, ainsi que Nestor Ndayitwayeko, correspondant de la RPA, qui a succombé à ses blessures le 29 novembre dernier au Rwanda, après avoir été passé à tabac le 25 juillet par le chef de la police à Rutana, dans l'est du pays. Par Sabine Cessou

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```